

SUISSE

L'activité économique s'est nettement accélérée, sous l'effet de la reprise mondiale puis du vif redressement de la demande intérieure à partir du milieu de 2010. L'écart de production se résorbant, le rythme de croissance économique ralentit progressivement pour se rapprocher de son potentiel au cours de la période de prévision. Le chômage continuera de refluer lentement en 2011 et 2012 et l'inflation devrait être légèrement supérieure à 1 %.

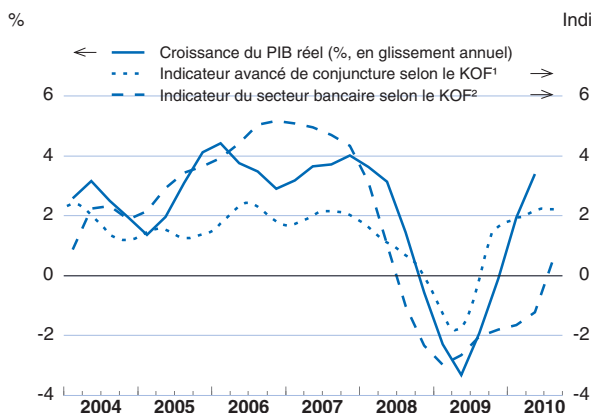
En 2011 et 2012, les autorités devront mettre en œuvre les mesures prévues d'assainissement budgétaire à l'échelon fédéral pour respecter la règle du frein à l'endettement. Les taux directeurs devront augmenter progressivement à partir de 2011 pour contenir les pressions inflationnistes qui sinon ne manqueront pas de s'aggraver. Il faudrait réduire encore les risques inhérents à une éventuelle faillite bancaire de grande envergure, notamment en imposant aux deux principaux établissements bancaires des obligations plus strictes en matière de fonds propres, comme l'a récemment préconisé la commission d'experts chargée d'examiner la limitation des risques que les grandes entreprises font courir à l'économie nationale.

L'activité économique est fortement repartie à la hausse

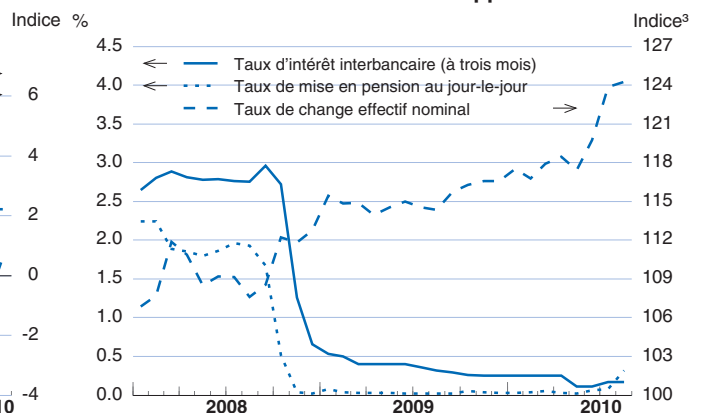
Le PIB réel s'est accru de 3.5 % au second trimestre (en glissement annuel), tiré par la vigueur de la demande intérieure, notamment pour l'investissement. Toutefois, la croissance des exportations s'essouffle, sous l'effet de la nette appréciation du franc suisse par rapport à l'euro. La croissance soutenue de l'emploi a permis au chômage déclaré de refluer depuis son pic atteint en janvier, tandis que l'inflation des prix à la consommation était quasiment nulle au troisième trimestre. Les indicateurs prospectifs de la confiance des entreprises et des ménages laissent augurer une forte progression du PIB dans les mois à venir, soutenue par l'amélioration de la situation dans le secteur des services

Suisse

La croissance du PIB a été forte en 2010



Les conditions monétaires restent souples mais le franc suisse s'est apprécié



1. Indicateur composite avancé de la tendance du cycle des affaires dans le secteur manufacturier, la consommation privée, les services financiers, la construction et les marchés d'exportation européens.
2. Indicateur composite de la confiance d'entreprise dans le secteur bancaire.
3. Janvier 1999 = 100.

Source : BNS; Centre de recherche KOF; OCDE, bases de données du n° 88 des Perspectives économiques de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932353545>

Suisse : Demande, production et prix


	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	296.8	1.3	1.0	1.7	2.0	2.4
Consommation publique	56.4	1.7	1.6	0.2	0.4	0.9
Formation brute de capital fixe	112.2	0.5	-4.9	3.7	4.2	2.8
Demande intérieure finale	465.4	1.2	-0.3	1.9	2.3	2.3
Variation des stocks ¹	2.2	-0.9	0.9	-1.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	467.6	0.2	0.6	0.7	2.6	2.3
Exportations de biens et services	293.1	3.3	-8.7	10.6	4.8	5.5
Importations de biens et services	239.5	0.3	-5.4	8.3	6.4	6.2
Exportations nettes ¹	53.5	1.7	-2.5	2.1	-0.1	0.4
PIB aux prix du marché	521.1	1.9	-1.9	2.7	2.2	2.5
Déflateur du PIB	—	2.5	0.3	0.1	0.7	0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	2.4	-0.5	0.5	0.1	1.1
Déflateur de la consommation privée	—	2.6	-0.4	0.5	0.7	0.8
Taux de chômage	—	3.5	4.4	4.4	4.3	4.1
Solde des administrations publiques ²	—	2.3	1.2	-0.7	-0.4	0.0
Balance des opérations courantes ²	—	1.5	12.0	12.6	10.9	10.6

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932355293>

financiers. Les indicateurs prospectifs du marché du travail, y compris l'augmentation récente du nombre d'emplois vacants, laissent également penser que la croissance de l'emploi se poursuivra.

La politique monétaire reste expansionniste

L'appréciation du franc suisse a durci les conditions monétaires et, compte tenu des incertitudes persistantes concernant la reprise mondiale, la Banque nationale suisse (BNS) a annoncé qu'elle maintiendrait son taux directeur (le LIBOR à trois mois) à un niveau proche de 0.25 % dans un avenir proche. Contrairement au début d'année, la BNS ne juge plus indispensable d'intervenir sur le marché des changes en cas d'appréciation excessive du franc suisse. Parallèlement, elle a maintenu les mesures visant à absorber l'excédent de liquidité, notamment par l'émission d'obligations libellées en francs suisses.

La politique budgétaire va devenir légèrement restrictive

L'orientation de la politique budgétaire sera vraisemblablement expansionniste en 2010 car les effets décalés de la récession sur les recettes générées par l'impôt sur le revenu des personnes physiques induiront un léger déficit. Toutefois, à partir de 2011, les mesures de relance budgétaire seront démantelées et le gouvernement fédéral prévoit des mesures d'assainissement supplémentaires. Le programme d'assainissement intégré dans ces prévisions table sur une réduction des

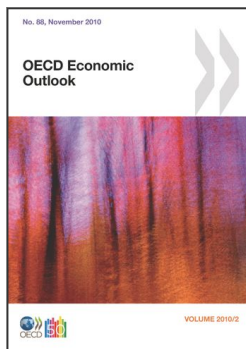
dépenses d'une ampleur approximative de 0.3 point de PIB aussi bien en 2011 qu'en 2012. Ce programme est opportun pour stabiliser l'augmentation annuelle des dépenses sur le court terme et donc respecter la règle budgétaire qui impose l'équilibre du budget structurel fédéral.

La croissance du PIB perdra un peu de sa vigueur

La croissance du PIB réelle devrait s'établir à 2.7 % en 2010, avec la hausse continue de l'investissement et l'accélération de la consommation privée. Toutefois, la croissance marquera le pas en 2011 et 2012, en partie à cause de l'impact décalé de la forte appréciation du franc suisse, comme l'économie renouera avec son rythme d'expansion potentielle. Grâce à la vigueur de la reprise, la décrue du chômage se poursuivra. Avec le resserrement de l'écart de production, le taux d'inflation devrait s'accroître modérément pour atteindre un peu plus de 1 % (soit le point médian de la fourchette qui constitue l'objectif de la BNS pour l'inflation) en 2012.

L'évolution du taux de change représente le principal risque à la baisse

Les incertitudes qui entourent la reprise économique mondiale génèrent des risques à la hausse et la baisse pour la Suisse. Une nouvelle appréciation marquée du franc suisse ralentirait la croissance.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Suisse », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-36-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.